



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET
DU DEVELOPPEMENT DURABLE
N°IC 2003/7864
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor,

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1979, modifié le 1^{er} avril 1998, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « GLORY Pierre » (*reprise le 31 mai 2005 par M. Daniel GICQUEL*), l'autorisant à exploiter en LA MOTTE au lieu-dit « Kersept » un élevage porcin de 610 pl. d'animaux équivalents (soit 300 pl. post-sevrage, 550 pl. engraissement) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2002, modifié le 22 septembre 2003, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **S.C.E.A. GUIDEC (Michel)** », l'autorisant à exploiter en LA MOTTE au lieu-dit « La Ville es Maury » un élevage porcin de 3734 pl. d'animaux équivalents (soit 112 pl. maternité, 344 pl. gestantes-verraterie, 1196 pl. post-sevrage, 2088 pl. engraissement, 39 pl. quarantaine-infirmerie) ;

- VU la demande présentée le 19 mai 2006 par l'installation classée « **S.C.E.A GUIDEC (Michel)** », sise « La Ville es Maury » en LA MOTTE, en vue de la restructuration, avec augmentation du cheptel (par la reprise et le transfert de l'atelier porcin de M. Daniel GICQUEL, autorisé pour 300 pl. post-sevrage, 550 pl. engraissement), d'un élevage porcin autorisé (soit 112 pl. maternité, 344 pl. gestantes-verraterie, 1196 pl. post-sevrage, 2698 pl. engraissement, 39 pl. quarantaine-infirmerie) pour un total de 4344 pl. d'animaux équivalents, avec mise à jour du plan d'épandage, avec une unité de traitement des lisiers, en en LA MOTTE au lieu-dit « La Ville es Maury » (Section ZW n° 88-111);
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur;
- VU les délibérations des conseils municipaux de LOUDEAC (26 octobre 2006) - LA MOTTE (27 octobre 2006) - PLOUGUENAST (25 octobre 2006) - TREVE (12 octobre 2006) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 4 juin 2007 et du 2 octobre 2007 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 28 septembre 2007 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'OUST ;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LOUDEAC, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;
- CONSIDERANT que l'exploitation produira 33412 UN et 14754 UP2O5 après intégration de phytases dans l'alimentation en supplément de l'alimentation biphase ;
- CONSIDERANT qu'une unité de traitement biologique est déjà en service sur le site de « La Ville es Maury », pour le traitement de 6000 m3 de lisier brut, soit 25890 UN. La station en place est dimensionnée pour le traitement de 12000m3. L'augmentation de cheptel en projet entraîne une quantité de lisier à traiter supplémentaire de 878 m3, soit 6878 m3 de lisier brut entrant, équivalent à 29927 UN ;
- CONSIDERANT que, après traitement, il restera à gérer 13911 UN et 14754 UP2O5 : 6656 UN et 8845 UP2O5 seront reprises via un contrat LAVOPROL ; 7255 UN et 5909 UP2O5 seront épandues sur 62,25 ha de terres en propre, soit une charge en azote de 116,5 UN/ha ;
- CONSIDERANT qu'un nouveau complément agronomique en phosphore organique et minéral a été fourni par le pétitionnaire et montre une charge en phosphore total de 98,1 UP2O5/Ha ;
- CONSIDERANT le contrat de reprise du 3 mai 2006 avec « LAPROVOL » - effectif concerné : -
tonnage concerné : 510 T de compost ;

CONSIDERANT la signature, le 1^{er} septembre 2005, d'un bail entre les deux parties pour une durée de 9 ans ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphase pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{er} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « S.C.E.A GUIDEC (Michel) », sise au lieu-dit « La Ville es Maury » en LA MOTTE, à installer et exploiter à la même adresse (section ZW n° 88-111) en LA MOTTE, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

A. - un élevage porcin d'une capacité maximale de 4344 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Elevage	Animaux-équivalents (PAE)
112 pl. maternité	soit 336 PAE
344 pl. gestantes-verraterie	soit 1032 PAE
1196 pl. post-sevrage	soit 239,2 PAE
2698 pl. engraissement	soit 2698 PAE
39 pl. quarantaine infirmerie	soit 39 PAE
Total : 4389 animaux	Total : 4344 pl. animaux-équivalents

B. - une unité de traitement des lisiers comprenant :

a) une séparation de phase en tête (*produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques »*) ;

b) un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;

c) un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;

d) une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (*produisant deux co-produits ci-après dénommés « décantat » et « surnageant »*) ;

e) une fosse de stockage du décantat ;

f) une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 6878 m3 de lisier (29927 kg d'azote) sur 7679 m3 (33412 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 801 m3 (3453 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut/ de fumier.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation (*élevage et unité de traitement*) sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

2.1. - EFFECTIFS :

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 456 reproducteurs (*truies verrats cochettes*), 2698 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1196 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 432 reproducteurs (*truies verrats cochettes*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique ...*).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - ALIMENTATION BIPHASE ET UTILISATION DE PHYTASES :

2.2.1. - L'alimentation biphase et l'utilisation de phytases déjà mise en place pour les animaux existants devra aussi être utilisée pour les animaux transférés.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures,*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, utilisation de phytases, quantités consommées par catégorie d'animaux*). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3. - En cas de non respect des normes « biphase CORPEN » et/ou de non utilisation de phytases, le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote et de phosphore organiques produits.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;

d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

e) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

f) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - DEBITS ET FLUX DE POLLUTION ENTRANT DANS L'UNITE DE TRAITEMENT :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	6878 m ³	18,8 m ³
N Global	29927 kg	81,9 kg

* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - DEBITS ET FLUX DE POLLUTION RELATIFS AUX CO-PRODUITS :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	756 m3	2,1 m3
N Global	9904 kg	27,1 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	5797 m3	15,9 m3
N Global	522 kg	1,4 kg

3.7. – AUTO-SURVEILLANCE : SUIVI

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- a) vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- b) relevé du volume de lisier brut entrant.
- c) relevé du volume de résidus organiques produits ;
- d) relevé du volume de boues biologiques produites ;
- e) relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- f) relevés de compteurs (*consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,*).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (*période de "mise en charge"*), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. – AUTO-SURVEILLANCE : BILAN MATIERE

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- b) une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (*prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses*) ;
- c) une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- d) une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- e) une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (*à au moins trois mois d'intervalle*). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (*modification importante du process*), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - ASSISTANCE TECHNIQUE :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - VALIDATION DE L'AUTO-SURVEILLANCE :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (*vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...*),
- c) vérifier la "traçabilité de l'azote" (*correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...*).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS.

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 3472 m³.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 230 m²

4.3. - Le décantat sera stocké dans une fosse de 618 m³, après décantation dans une fosse de 69 m³.

4.4. - Le filtrat sera stocké dans une fosse de 70 m³.

4.5. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 935 m³.

4.6. - Le bio-filtrat de l'effluent sera protégé dans trois bio-filtres : deux d'une capacité de 398 m³ et un de 71 m³.

4.7. - Tous les ouvrages de stockage (*lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré*) et le réacteur biologique de 993 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.8. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- a) l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- b) les conditions météorologiques doivent être favorables (*vents faibles ou nuls*),
- c) la pression doit être basse (*2,5 bars maximum en sortie de buse*).

4.9. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.10. - Le transport des lisiers bruts, du décantat, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT

5.1. - L'unité de traitement mise en service depuis le 8/06/2004 traitera le surplus de lisier dès la mise en service du bâtiment de 610 places engraissement.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 - RESORPTION

- Alimentation biphase: 6454 UN

- Restructuration externe: 1225 (dont 918,5 dans la réserve inter-cantonale)

- Éliminé : 19501 UN

- Transféré : 6666 UN

ARTICLE 7 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 8 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement. Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de LA MOTTE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LA MOTTE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 10 -

Les décisions préfectorales susvisées du 7 décembre 1979, du 1^{er} avril 1998, du 17 octobre 2002 et du 22 septembre 2003 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

ARTICLE 11 -


«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 12 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de LA MOTTE, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de LOUDEAC - PLOUGUENAST - TREVE.

SAINT-BRIEUC, le 16 NOV. 2007

LE PREFET,



Philippe REY